



HAL
open science

La Commune, une histoire plurielle

Jérôme Lamy

► **To cite this version:**

Jérôme Lamy. La Commune, une histoire plurielle. Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, 2021, 148, pp.153-168. 10.4000/chrhc.15911 . hal-03468319

HAL Id: hal-03468319

<https://hal.science/hal-03468319>

Submitted on 7 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Commune, une histoire plurielle

Jérôme Lamy (CERTOP, UMR 5044, Université Toulouse Jean-Jaurès)

Cet article évoque le renouvellement des analyses historiographiques de la Commune actuellement à l'œuvre. Les ouvrages *La Commune de 1871 une relecture* dirigé par Marc César et Laure Godineau et *Commune(s) 1870-1871. Une traversée des mondes au XIX^e siècle*, de Quentin Deluermoz sont l'occasion de mesurer les transformations dans l'étude d'un événement historique. Le décentrement géographique et temporel permet d'inclure des mobilisations provinciales ou impériales. Les parcours plus individuels permettent de saisir la façon dont s'affrontent et s'articulent les affects personnels et les structures inertielles. L'élargissement temporel ouvre vers le temps long des révoltes et des révolutions qui constituent, pour les acteurs et les actrices de la Commune, un répertoire disponible pour proposer une nouvelle forme d'organisation sociale et politique. Les deux ouvrages ont en commun de faire droit à la plurivocité des lignes d'interprétations. En suivant les échos de l'évènement à travers le monde, en suivant les ondes et leurs retours dans les affects, les manières de constituer un corps social ou d'établir un mode de gouvernement émancipateur, les historien·ne·s donnent à voir la fécondité d'une approche élargie de la Commune.

Mots clés : Commune, historiographie, temps, géographie, émancipation

La production historiographique récente sur la Commune est à la fois riche et particulièrement originale. La matrice conceptuelle pour saisir à la fois le grain et la logique de cet épisode si particulier d'une révolution achevée dans le sang a été élaborée progressivement aux contacts des autres disciplines. Dans les années 1960 et 1970, les travaux de Jacques Rougerie¹, d'Henri Lefebvre² et de Jeanne Gaillard³ avaient notamment permis d'explorer les effets géographiques et urbains de l'insurrection. Peu à peu les interprétations se sont ouvertes aux problématiques des sciences sociales et ont nourri les recherches sur la Commune : répertoire d'actions⁴, sociologie des acteurs et des actrices⁵, incorporation aux strates mémorielles⁶, registre du symbolique⁷, analyse de réseaux organisationnels⁸, cultures politiques⁹, échos littéraires¹⁰, ce kaléidoscope d'enquêtes a considérablement transformé la façon d'envisager la brève expérience révolutionnaire de 1871.

Deux ouvrages récemment édités synthétisent ce renouveau des questionnaires théoriques, en même temps qu'ils explorent des gisements d'archives inédits. Le premier, dirigé par Marc César et Laure Gobineau, constitue une entreprise collective d'élargissement de la Commune comme événement. Proposant une « relecture » de cette brèche politique, ils invitent à prise en compte d'une multiplicité d'espaces (notamment les expériences provinciales, les échos internationaux, la « frontière » autour de Paris...), de parcours (les expériences individuelles sont réévaluées à l'aune de problématiques sociales, politiques et culturelles) et de prolongements temporels (dans ses relectures comme dans ses effets de restructuration des imaginaires). La démarche de Quentin Deluermoz, dans le second livre dont nous rendons ici compte, est parallèle à cet *élargissement de l'évènement*. Il s'agit d'explorer les résonances globales de la Commune en interrogeant les perceptions de son récit médiatique à travers le monde, de réévaluer la pluralité des initiatives pendant l'épisode révolutionnaire et d'étudier

la recomposition immédiate du champ politique. Une série de propositions récentes ont tenté de densifier la notion d'évènement¹¹ en puisant notamment dans la philosophie de Gilles Deleuze¹². L'auteur de *Logique du sens* plaide en effet pour considérer l'évènement comme « un ensemble de singularités », renvoyant à la « série d'une structure »¹³. Ces singularités, celles qui permettent à l'historien-ne de recomposer une coalescence événementielle, « se déplacent, se redistribuent, se transforment les unes dans les autres, elles changent d'ensemble »¹⁴. Ce sont ces recompositions qui « forment une *histoire* »¹⁵. Les deux ouvrages consacrés à la Commune que nous examinerons dans cet article ont en commun de revisiter les singularités les plus diverses de l'évènement révolutionnaire et de les articuler dans des argumentaires historiens nouveaux. Il s'agit non seulement de répertorier le plus grand nombre de singularités – ces éclats de sens éparpillés dans les archives –, mais également de restituer à ces « flux » dans une « préhension »¹⁶ contemporaine qui donne corps à des configurations épocholes variées et cohérentes. Que signifie l'évènement Commune pour les campagnes autour de Perpignan ? Comment rapporter les effets diplomatiques de la révolution en cours aux attentes de redéfinition de l'action politique qu'elle porte en elle ? Quelles lignes médiatiques emprunte le récit des affrontements parisiens ? Ce sont quelques-unes des questions que les deux livres explorés ici permettent de poser. Entre provignements géographiques, épaisseur culturelle et même anthropologique des comportements et des pratiques, la Commune est restituée sous le signe du multiple et du pluriel.

La Commune élargie

Dans l'introduction de leur ouvrage *La Commune de 1871 une relecture*, Marc César et Laure Godineau plaisent pour que « [l]'élargissement du spatial » soit suivi d'un élargissement temporel » qui restitue jusqu'aux « reconstructions historiques, sociales ou politiques auxquelles elle a donné lieu (...) »¹⁷. La proposition générale du livre réside dans un « croisement des échelles » livrant à la fois des points de vue très situés « du quotidien de 1871 » et une étude fine des « perceptions à l'étranger »¹⁸. En assumant de ne fixer à l'avance aucune « marge » ni aucune « centralité »¹⁹, Marc César et Laure Godineau assument de laisser à la Commune de 1871 son statut de « question ouverte »²⁰ pour les historien-ne-s.

Précisément, pour réinscrire la Commune dans l'épaisseur d'une chronologie des révolutions au XIX^e siècle, Michèle Riot-Sarcey et Jacques Rougerie explorent les fils tendus entre 1848 et 1871. Les revendications et les désirs exprimés collectivement semblent « se synthétiser autour de l'idée de souveraineté » qui renvoie au « pouvoir en actes de chaque citoyen »²¹. En 1848, c'est « une forme de représentation démocratique » qui émerge, capable d'articuler « le domaine social et la cause politique »²². Et c'est bien cette démocratie nouvelle (dans sa forme comme dans ses points d'application) dont la puissance révolutionnaire se prolonge en 1871. Le réinvestissement du langage (et donc du sens) par les insurgés est l'une des composantes les plus importantes de cette continuité entre 1848 et 1871. C'est ainsi que le terme « Commune » s'enracine dans des expériences du milieu du XIX^e siècle : que ce soit la « Commune-canton » imaginée par « Renouvier, Fauvety et quelques autres », ou la « transformation de la société » proposée par « l'Association ouvrière corporative généralisée »²³, ce sont des configurations politiques novatrices qui sont imaginées dès après 1848 pour ancrer les projets révolutionnaires à venir. Les « propositions de Jean-Baptiste Millière » visent, en 1869, non seulement à considérer « [l]a souveraineté du peuple (...) » comme « principe absolu ». Mais pour construire un système politique cohérent avec cette exigence cruciale, Millière imagine « comme premier moyen, une dictature révolutionnaire de

Paris. Paris n'impose rien, il n'est qu'un guide éclairé ; une avant-garde qui a l'initiative de la grande réforme »²⁴.

Ce qui court donc de 1848 à 1871 c'est l'idéal d'une « république communale » qui « sera aussi bien démocratique que sociale »²⁵ ; la forme politique gestante d'une révolution des pratiques d'administration et de gouvernement ne signifie pas que la Commune soit advenue uniquement sous le signe des idées projetées. Bien au contraire, les contingences ont modelé la réponse insurrectionnelle en même temps que les infusions à long terme des réflexions sur la république démocratique et sociale informaient les désirs de transformations des communard·e·s.

Pour saisir la portée de l'évènement qu'a constitué la Commune, les études sur les situations en province apportent un inestimable grain d'analyse. Ainsi, Jérôme Quaretti, dans la recherche qu'il consacre à Perpignan et aux campagnes alentours s'interroge sur « le climat de misère, de tensions sociales » ainsi que sur le « clivage politique accru entre républicains et légitimistes (...) » qui traversent la région au moment « de la déclaration de guerre à la Prusse »²⁶. De fait, du « septembre 1870 au 4 septembre 1871, les Pyrénées-Orientales connaissent une année terrible où l'agitation politique et permanente et, à certains moments, dramatique »²⁷. Des tensions latentes se libèrent dès « la proclamation de la République à Perpignan »²⁸ : « anticléricalisme » et dénonciation des impôts devant « les bureaux des agents de l'octroi (...) »²⁹ structurent la révolte naissante. La réaction légitimiste consiste par exemple « à Pia, petite commune proche de Perpignan » à « arborer le drapeau blanc sur le clocher du village »³⁰. L'ébullition roussillonnaise atteint son paroxysme avec les débuts de l'insurrection parisienne en mars 1871 – mais la ville ne se rallie pas à la cause révolutionnaire, malgré. En revanche le village de Palalda, situé dans « la vallée du Vallespir se distingue (...) par l'intensité de ses luttes politiques »³¹. Lors de la Commune parisienne « un drapeau rouge puis un drapeau noir sont hissés en haut de la tour du village »³². Le ralliement de Corneilla-la-Rivière, « village républicain “rouge écarlate” »³³ est également marqué par l'étendard rouge. Le préfet doit dépêcher la troupe « pour impressionner [l]es habitants »³⁴. Pendant quatre jours, la petite commune roussillonnaise a tenté de faire front et d'ancrer un mouvement révolutionnaire. Ce qui conduit d'ailleurs les autorités à considérer la région comme un territoire potentiel d'insurrection.

L'attention aux frictions très localisées permet de restituer les fines nervures d'une ambition sociale et démocratique structurant (avec plus ou moins d'intensité) le pays. Mais l'analyse géographique est également requise pour comprendre comment se sont enchevêtrées les luttes politiques et la fin de la guerre avec la Prusse. Dans le cas de Paris, la frontière qui tente d'isoler le foyer communard constitue un exemple paradigmatique des flux d'informations, de subsistance et de surveillance qui se mêlent à une situation diplomatique incandescente. Masāi Mejjaz rappelle que « [l]'enceinte de Thiers, frontière administrative, va devenir avec les événements une véritable frontière politique et gestionnaire à part entière »³⁵. Il existe, pour signaler la séparation avec les troupes allemandes « une zone neutre, interdite aux forces armées des deux parties (...) »³⁶. Les lignes de chemin de fer sont les axes névralgiques de la bataille – et « seule la ligne du Nord va vraiment garder une activité constante et être ainsi un important espace de passage »³⁷. Espace poreux et surveillé, travaillé par des circulations multiples, la frontière condense les éléments essentiels de la révolution en cours : « marchandises », « hommes », « idées »³⁸ se fraient des passages dans l'entrelacs des contrôles politiques et militaires. L'enjeu pour les insurgés est « d'empêcher toutes sorties de marchandises et d'armes non autorisées par des laissez-passer »³⁹ ; les versaillais veulent éviter la propagation de la subversion et saisissent donc les journaux, quant aux Prussiens ils

se contentent de refuser les armes et de proscrire les « désordres sur leur territoire »⁴⁰. Les stratégies pour franchir la frontière sont nombreuses : faux passeports, « contournement (...) des points de contrôle », « dissimulation »⁴¹ des journaux... Le resserrement de la frontière se fera graduellement et le contrôle sera plus intense à la fin de l'insurrection.

L'ouvrage dirigé par Marc César et Laure Gobineaud ne se contente pas de donner à voir des espaces trop peu souvent explorés par les historien·ne·s pour saisir les ramifications de la Commune, il fournit quelques exemples de trajectoires plus individuels. De telles restitutions de parcours biographiques intensifiés par 1871 permettent de comprendre des logiques sociales, culturelles ou politiques réfractées dans des comportements, des pratiques et des usages ancrés. Le cas de Louis-François Parisel, étudié par Éric Fournier permet de documenter la façon dont les sciences et les techniques ont été mobilisées lors de la Commune. Médecin et « chef de [l]a Délégation scientifique », Parisel permet de restituer les contours d'une « culture des armes » travaillant à la jonction des rêves de « machines infernales » et de « foi dans le progrès »⁴². Les projets esquissés pendant la Commune visent la production d'armes décisives pour le combat. C'est que « Parisel est à l'unisson de tous ceux qui veulent mettre la science au service de la guerre révolutionnaire, ce qui leur apparaît tant comme un droit que comme un espoir global »⁴³. Les désirs de destruction sont tissés de volontés de reconstruction, que symbolise la barricade. Parisel témoigne donc des ambitions régénératrices des insurgés de 1871 ; le recours à la science s'inscrit dans une culture du combat qui caractérise la pratique révolutionnaire.

Les parcours individuels délivrent également des informations sur les possibilités offertes aux anciens communards de s'établir loin de la France après la Semaine Sanglante. Jules Montels, dont Marc César retrace « l'exil russe (...) auprès de Léon Tolstoï »⁴⁴. Décrit comme « représentatif d'un entre-deux militants »⁴⁵, Montels a été « militaire d'Empire, journaliste, négociant en fins, colonel fédéré, militant de l'AIT avec multiples emplois afférents durant son exil, directeur d'organe de presse, enfin commissaire-priseur lors d'une longue deuxième partie de sa vie »⁴⁶. Pendant la Commune il a notamment initié « un bataillon de femme destiné à arrêter les réfractaire » et établi « une cour martial pour ceux qui refusent de marcher »⁴⁷. Après l'insurrection, pour échapper à sa condamnation à mort, il fuit vers la Suisse, la Belgique, l'Allemagne et finalement la Russie. Il reviendra en France une fois l'amnistie générale prononcée et s'installera finalement en Tunisie. Durant son séjour chez Tolstoï, Montels se fait appeler Jules Nief ; il « est engagé comme précepteur de trois des fils de Tolstoï, Serge, Elie et Léon »⁴⁸. Entre l'instruction des enfants et les chasses, Montels échange avec l'écrivain russe. Il suit même « la famille lors d'un séjour estival dans la vaste et lointaine propriété des steppes de Bachkirie, à l'est de la Volga, dans la région de Samara »⁴⁹. Ce sont ces contacts russes, en Suisse, qui lui ont permis de trouver une position auprès de Tolstoï. Sa formation est celle d'un « autodidacte »⁵⁰ trempé de culture militante. Dans les récits qu'il fera de sa vie par la suite, Montels n'insistera pas sur cet épisode russe – et ce sont les combats de la Commune qui domineront ses souvenirs. Véritable « parenthèse dorée dans un itinéraire militant », l'exil russe témoigne à la fois des ressources sociales et culturels des anciens communards, en même temps que de la fragmentation que la Commune a produit dans les existences de celles et ceux qui se sont efforcé·e·s de la faire advenir.

L'ouvrage dirigé par Marc César et Laure Godineau offre donc un panorama dense des multiples vies de la Commune. L'incise insurrectionnelle est à la fois précédée d'incrustations révolutionnaires anciennes (la république démocratique et sociale), construite par des représentations politiques, sociales et culturelles qui intègrent une véritable culture des armes et prise dans des logiques spatiales qui s'organisent des petits villages rouges du Roussillon

jusqu'aux frontières assiégées de Paris. Les exils, les commémorations, le travail de mémoire prolongent et rendent tangibles une expérience politique brève et intense. C'est à cette double propriété de l'évènement – sa courte durée et sa résonance historique massive – que les historien·ne·s tentent de trouver du sens.

Une Commune-monde

Dans son ouvrage *Commune(s)*, Quentin Deluermoz envisage « un double déplacement » dans « le temps » et dans « l'espace »⁵¹. Géographiquement c'est à la fois « le cas des Communes de province » et celui « des nombreux échos internationaux »⁵² qu'il s'agit d'interroger. Les « approches dites transnationales ou globales » permettent ici de s'intéresser aux circulations des individus et des idées, aux « réseaux d'interdépendances » très larges qui caractérisent un XIX^e siècle largement configurée par « la dimension coloniale et impériale »⁵³. Quentin Deluermoz s'interroge donc : « (...) la Commune, et même les Communes, ne sont-elles pas prises dans des connexions plus larges ; et ne se construisent-elles pas aussi comme "événements" hors de Paris et de France ? »⁵⁴. Les réfractions globales ne réfléchissent pas seulement ce qui s'est passé pendant 72 jours dans Paris insurgé, elles dessinent et composent une myriade d'événements liés, de loin en loin.

Du point de vue du temps, *Commune(s)* s'inspire des travaux de « William Sewel Jr. qui invite (...) combiner les rythmes temporels dans l'étude des crises et des révolutions »⁵⁵. En se concentrant sur les « processus », l'enjeu est de caractériser « la crise » comment « moment d'affaissement des relations sociales et des grilles d'intelligibilité »⁵⁶ dont les échos se poursuivent. Proche des analyses de Walter Benjamin, la notion de « rupture de sens induite par le temps de crise »⁵⁷ met l'accent sur la transformation durable et profonde des affects des individus. Précisément, c'est à une « histoire anthropologique des ordres sociaux » qu'il invite le travail de Quentin Deluermoz en arpentant les brèches ouvertes par la Commune dans les manières de concevoir les rapports sociaux et de genre, les manières de constituer une communauté politique, les façons de concevoir le monde et les propositions émancipatrices. En décapant les représentations du pouvoir conservatrice et en ouvrant le champ des possibles, l'évènement constitue bien plus qu'une simple advenue de lui-même. Il irrigue et nourrit des imaginaires, constitue une expérience de sens inédite – même pour celles et ceux qui n'ont pas directement pris part aux combats.

La première partie du livre s'attache donc à décrire les contours d'« une Commune globale »⁵⁸. Savoir comment la Commune est traversée d'enjeux globaux et comment elle parvient à redéfinir les termes de la géopolitique de 1871 constitue une problématique historique d'importance. Pour comprendre ce qu'est un évènement – c'est-à-dire pour donner aux flux la forme d'une préhension contemporaine saisissable, il convient de cartographier les mouvements globaux dans lesquels sont pris les acteurs et les actrices de cet évènement. Les « combattants transnationaux »⁵⁹. Outre « l'armée de Garibaldi »⁶⁰ engagée dans la guerre contre la Prusse, le mouvement insurrectionnel de 1871 rassemble des soldats de tous horizons : « Adolphe Spinoy (...) ancien capitaine dans les troupes belges » ou encore Joseph Combatz qui « a participé aux guerres d'Italie à la fin des années 1850 »⁶¹ sont des exemples de parcours militaires transnationaux menant à la Commune. L'Association Internationale des Travailleurs (AIT) a également « joué un rôle de relais de l'aventure parisienne »⁶². Le projet émancipateur dont l'AIT est porteuse ne concerne pas que la France et sa dimension globales explique les connexions (imparfaites et partielles) qu'elle entretient avec la révolution parisienne de 1871. Ce que la Commune vient heurter en cette fin de de XIX^e siècle c'est la

configuration même de l' « État-nation » qui « se cristallise » alors « avec le renforcement des moyens de surveillance, l'acquisition de la pratique du suffrage universel masculin, le développement de l'identité nationale, la structuration accrue du territoire par le chemin de fer ou, sur un plan anthropologique, la lente mutation des seuils de sensibilité à la violence »⁶³. De fait, l'insurrection parisienne prend place dans une séquence où le conflit avec la Prusse avait déjà éprouvé les modalités d'un droit international en cours de restructuration depuis les « années 1850-1860 »⁶⁴. Le ministre des affaires étrangères, Jules Favre se saisit ainsi des cadres légaux existants pour « rappeler aux yeux de tous l'assise de la souveraineté nationale française » et, dans le même temps, « mett[re] la sécession de Paris au ban de la société internationale »⁶⁵. Les relations commerciales sont également mises à mal par l'incertitude politique ; il est donc très clair que « [l]es événements français de 1870-1871 ont (...) des répercussions globales »⁶⁶. La coagulation nationale n'est pas une fiction juridique ou un simple effet de représentation collective ; elle prend forme dans des contraintes du droit, des réseaux d'échanges et des fronts diplomatiques parfois très tendus. Dans la configuration impériale qui est celle de la France au moment de la Commune, l'Algérie joue un rôle essentiel ; elle « est devenue un enjeu politique majeur des luttes entre bonapartistes, libéraux et républicains »⁶⁷. C'est en Kabylie que s'organise une insurrection qui est aussi une guerre entre populations colonisées »⁶⁸.

L'un des chapitres les plus passionnants de l'ouvrage de Quentin Deluermoz est celui qu'il consacre à la perception médiatique mondiale de la Commune. Les effets d'échos, de miroir et de lectures situés se croisent alors, épaississant les compréhensions de l'événement ainsi que le rôle de révélateur de situations locales qu'il peut jouer. L'analyse qualitative et quantitative des marqueurs de l'information et de ces circulations permet de « percevoir »⁶⁹ le « tissu de mots » qui compose l'événement Commune à travers le monde. L'étude des télégrammes de l'agence Reuters permet d'abord de prendre la mesure d'une fabrique médiatique à l'échelle globale ; ensuite, « [c]es documents montre la forte présence médiatique des événements de l'année 1870-1871, en même temps que l'importance prise par la Commune par rapport au bombardement de Paris »⁷⁰. Les situations politiques dans certains pays constituent des prismes de préhension spécifiques de l'insurrection française. Ainsi, aux États-Unis, la révolte parisienne est relue à travers les enjeux domestiques « de la Reconstruction : la *Civil War in Paris* pouvait difficilement échapper à la comparaison avec la *U.S. Civil War* »⁷¹. Les démocrates sont certes hostiles aux violences insurgées, mais ils les mobilisent pour « déconsidérer la Reconstruction » en pointant notamment le fait que « les républicains nordistes sont pires que les communards »⁷².

En miroir de ces réceptions transnationales de la Commune, Quentin Deluermoz interroge la façon dont l'insurrection parisienne a intégré (ou non) la dimension internationale dans ses modalités de gouvernement. L'historien montre notamment que la Commune a une activité diplomatique non négligeable avec notamment l'envoi « très tôt aux gouvernements étrangers [d']une notification de constitution du gouvernement communal, annoncée dans le *Journal officiel* »⁷³. L'idée d'une « République universelle »⁷⁴ émerge

Dans l'étude des effets transnationaux de la Commune, Quentin Deluermoz relève des régularités historiques qui, tout en donnant droit à l'irréductible hétérogénéité des interprétations plurivoques, montrent une circulation proprement politique des projets politiques émancipateurs. Il pointe notamment des « grappes d'événements révolutionnaires ou contestataires, aux nœuds de jonction d'intensité et de nature variables »⁷⁵. Il s'agit non seulement de rompre avec l'idée de causalités simples et directes, mais de, bien davantage, de donner sens à des logiques spatiales diffractées.

La deuxième partie de l'ouvrage se concentre sur la Commune dans son strict resserrement temporel, de mars à mai 1871. C'est ici l'occasion de plonger dans l'épaisseur de l'événement ; d'en éprouver la force et les inerties. Pourtant autant, il ne s'agit pas de se fixer sur Paris uniquement. Mars 1871 est incandescent pour Lyon, Marseille, Le Creusot, La Martinique, Thiers et Alger. Cette dernière est mobilisée par « une “Commune” de colons »⁷⁶, excluant « [c]eux qu'on appelle les “indigènes”, et particulièrement les populations arabes (...) »⁷⁷. À Thiers, l'épisode insurrectionnel est fort court, mais « mené par des ouvriers qualifiés », il est « marqué par la références à 1848, structuré par une culture républicaine ancienne et par les logiques locales du travail »⁷⁸.

Pour saisir la spécificité de l'insurrection parisienne, Quentin Deluermoz explore « l'administration de l'extra-ordinaire, l'armée et les rapports économiques »⁷⁹. L'organisation de l'administration est en enjeu majeur lorsqu'il s'agit de produire un nouveau régime sur des fondements émancipateurs. Les archives des condamnations « pour “usurpation de fonction” »⁸⁰ sont l'occasion de saisir, en actes, les logiques de structuration du pouvoir à l'œuvre. L'historien note « le remarquable légalisme des communards notamment chez les plus engagés. La référence à la loi est constante (...) »⁸¹. Le réaménagement du service des Postes permet prendre la mesure d'« une tentative de démocratisation de l'ordre démocratique »⁸². En ce qui concerne le rapport au militaire, la garde nationale constitue un point de fixation important : « [a]ctives depuis le siège de 1870, son rôle est essentiel sous la Commune où elle est chargée à la fois du maintien de l'ordre et de la défense de Paris »⁸³. Le combat est l'occasion d'une appréhension parfois intime des idéaux révolutionnaires, une sorte de révélation politique de ses convictions. À propos des « rapports sociaux et économiques » tels qu'ils s'organisent pendant la Commune, Quentin Deluermoz remarque que « [c]ontrairement à ce qu'ont espéré un temps les analystes marxistes, les communards dans leur ensemble n'ont pas voulu abolir la propriété. L'idée est plutôt, suivant la fameuse formule de l'affiche du 19 avril 1871 “d'uniformiser le pouvoir et la propriété” »⁸⁴.

Comprendre, au plus près des acteurs·trices les transformations en cours lors de la Commune suppose également de reconstituer l'univers sensible disponible. L'attention à la « transformation symbolique » de l'urbanisme révèle comment les « [s]igles, statues, noms de rues ont été détruits, détournés ou changés dès le 4 septembre 1870 »⁸⁵. L'investissement politique est aussi une mobilisation d'affects dont les dynamiques ne sont ni linéaires, ni homogènes. Et Quentin Deluermoz montre parfaitement que si l'engagement préalable dans les mouvements émancipateurs est une condition de participation active, il arrive que l'événement révèle une puissance politique en acte (comme dans le cas de Victorine Brochet) ou au contraire suscite un élan avant un renoncement rapide (comme pour Xavier-Édouard Lejeune)⁸⁶.

Puisque la Commune révèle des nappes temporelles multiples et enchevêtrées (politiques, sociales, sensibles...), Quentin Deluermoz réserve un chapitre entier à une réflexion plus théorique que « les modèles du temps »⁸⁷ qui permettent de saisir les spécificités de l'insurrection parisiennes. C'est l'enchâssement des « séquences »⁸⁸ de la Commune qui explique sa spécificité ; elle mobilise des pratiques et des modalités d'action disponibles depuis les précédentes révolutionnaires. À plus long terme, la transformation de la structure urbaine de Paris par Haussmann et la montée des tendances républicaines font des années 1850-1860 les soubassements de l'insurrection ; du moins rendent-elles possibles certaines formes de revendication. Il faut également tenir compte du « long XIX^e siècle » qui voit s'organiser l'idéal d'une « République démocratique et sociale »⁸⁹ en même temps que le

capitalisme intensifie son contrôle sur le travail et que « l'État dans sa version dite moderne »⁹⁰ impose une administration de la vie quotidienne. En frayant vers des temporalités plus profondes encore, Quentin Deluermoz propose de relier la Commune aux « arts de la résistance et [à l']autonomie communale »⁹¹ qui ont commencé dès l'époque médiévale (comme la révolte des Ciompi au XIV^e siècle⁹²). C'est dans la façon d'imaginer l'agencement de ces strates temporelles que Quentin Deluermoz propose une manière originale de concevoir la concaténation historique. Non pas « un fil continu », une illusoire linéarité (qui a de plus tendance à instaurer une causalité de fait), mais des « morceaux de passé fossilisés, plus ou moins reliés entre eux, fixés un temps, déliés ensuite, marqués par les réalisations précédentes sans s'y réduire, et qui prennent surtout sens dans l'action »⁹³. Faisant affleurer les temps longs de l'anthropologie humaine, l'historien interroge la disponibilité historique d'une possibilité démocratique qui correspondrait à un état spécifique de coagulation du pouvoir.

La troisième partie du livre suit les effets directs et indirects de la Commune, mesurant les transformations à l'aune de l'événement insurrectionnel. Le récit suit ici les scissions de la Semaine sanglante en pointant les affects et les imaginaires à l'œuvre dans la perception des incendies qui irradiant la ville et des massacres de la reprise en main versaillaise. La répression en terres coloniales va jusqu'à la destruction des récoltes – ce qui n'est pas le cas en métropole. Rapidement, « la répression » constitue une « tape dans la constitution d'un État libéral »⁹⁴. Si dans le monde les « réverbérations et contre-réverbérations »⁹⁵ de la Commune ont pour effet de cristalliser « le spectre nouveau de la déviance révolutionnaire moderne »⁹⁶, en France, l'événement débouche immédiatement sur « un resserrement des pratiques d'État et d'appréhension du monde social qui se contracte en réaction à la Commune (...) »⁹⁷. Tout se passe comme si l'insurrection de 1871 faisait partie de « cette classe d'événements rapidement digérés par la structure [sociale et politique], même si la situation qui s'ensuit n'est pas exactement la même »⁹⁸. Si les mutations dans les représentations sont importantes, elles ne s'articulent pas (ou peu) à des mutations structurelles de l'ordre social et politique. Toutefois, la reprise des imaginaires de la Commune dans les années qui suivent montrent l'importance des 72 jours de politique émancipatrice dans les projections révolutionnaires. Irréductible, la Commune devient la matrice d'une geste insurrectionnelle renouvelée et relance le processus d'espérances transformatrices. Si bien que l'événement a constitué pour « la bourgeoisie urbaine, des intellectuels, des artisans, des ouvriers d'usines, des paysans et même des anciens esclaves »⁹⁹ la pierre de touche d'une recomposition des mouvements politiques, des entraides internationales ou des possibles révolutionnaires.

Quentin Deluermoz conclut son ouvrage sur la nécessité de constituer une « histoire moins linéaire et moins sûr de ses contextes »¹⁰⁰ pour tous les épisodes historiques. En retraçant à la fois les ondes (médiatiques, politiques, sociales, culturelles et imaginaires) qui amplifient, déforment, diffusent mais aussi constitue la Commune comme événement singulier, ce sont de longues séries de singularités que l'historien met au jour. Cela n'enlève rien à la spécificité des 72 jours de renversement de l'ordre établi, mais la densité de la matière historique dans laquelle est replacé cet *hapax*, permet d'identifier des dynamiques temporelles croisées (sinon parfois contradictoires). Ainsi l'ordre du temps n'est ni univoque, ni linéaire. Il emprunte davantage au kaléidoscope dispersant des myriades de représentations, fixant (pour un temps) des imaginaires partagés.

La Commune de 1871 une relecture et *Commune(s) 1870-1871* ont en commun de prendre au sérieux les apports des sciences sociales pour reconsidérer l'insurrection de 1871. Replaçant dans une histoire configurationnelle – qui fait droit à la fluidité des interactions comme aux effets de structures – ces deux ouvrages permettent de comprendre que la Commune ne se limite ni à Paris ni à la période de mars à mai 1871. Des lignes tectoniques d'idéaux communaux remontent au Moyen Âge, la révolution de 1848 a instauré la République sociale et démocratique comme schéma politique ouvert, le territoire national et impérial connaît des mobilisations parfois brèves mais souvent intenses (révélant des cristallisations en cours), l'expérience de la politique révolutionnaire forge des modalités nouvelles de contestation de l'ordre établi. En ouvrant largement le champ des interprétations, en ne cherchant pas à tout prix des causalités directes et immédiates, l'analyse historique gagne en intelligibilité. Elle parvient à saisir, dans un même mouvement ample, les tensions coloniales, les revendications artisanales de la province, la culture des armes, les structurations fédératives des ouvriers, la montée des revendications féministes, la contestation des contraintes capitalistes et les désirs de transformation radicale du monde. C'est dans l'alignement, bref mais intense, de ces différentes stries historiques que la Commune est advenue. Son éclat révolutionnaire se réverbère ensuite dans de nouvelles lignées d'action et de représentation, poursuivant sans fin le scintillement des espérances émancipatrices.

-
1. Jacques Rougerie, *Paris libre 1871*, Paris, Le Seuil, 1971 ; Jacques Rougerie, *Procès des communards*, Paris, Gallimard, Julliard, 1964.
 2. Henri Lefebvre, *La proclamation de la Commune*, Paris, Gallimard, 1965.
 3. Jeanne Gaillard, *Commune de province, Commune de Paris 1870-1871*, Paris, Flammarion, 1971.
 4. John Merriman, *Massacre. The Life and Death of the Paris Commune of 1871*, New Haven, Yale University Press, 2014.
 5. Robert Tombs, *Paris, bivouac des révolutions. La Commune de 1871*, Paris, Libertalia, 2014 ; Marisa Linton, « Les femmes et la Commune de Paris de 1871 », *Revue historique*, n° 603, 1997, p. 23-48 ; Roger V. Gould, « Trade Cohesion, Class Unity, and Urban Insurrection : Artisanal Activism in the Paris Commune », *American Journal of Sociology*, vol. 98, n°4, 1993, p. 721-754 ; David A. Shafer, « Plus que des ambulancières : Women in Articulation and Defence of their Ideals during the Paris Commune (1871) », *French History*, vol. 7, n°1, 1993, p. 84-101.
 6. Éric Fournier, *La Commune n'est pas morte. Les usages politiques du passé, de 1871 à nos jours*, Paris, Libertalia, 2013.
 7. Jean-Noël Tardy, « Les funérailles de l'utopie. Les obsèques officielles de Pierre Leroux et la Commune de Paris », *Revue historique*, n° 683, 2017, p. 589-618 ; Stéphanie Sauget, « Enterrer les morts pendant le double siège de Paris (1870-1871) », *Revue historique*, n° 675, 2015, p. 557-586.
 8. Roger V. Gould, « Multiple Networks and Mobilization in the Paris Commune, 1871 », *American Sociological Review*, vol. 56, n°6, 1991, p. 716-729.
 9. Martin Phillip Johnson, *The Paradise of Association. Political Culture and Popular Organizations in the Paris Commune of 1871*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1996.
 10. Kristin Ross, *L'imaginaire de la Commune*, Paris, La Fabrique, 2015 ; Kristine Ross, *Rimbaud, la Commune de Paris et l'invention de l'histoire spatiale*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2013.
 11. Voir par exemple, Paulin Isnard, *L'Évènement Socrate*, Paris, Flammarion, 2013.
 12. Alban Bensa, Éric Fassin, « Les sciences sociales face à l'évènement », *Terrain. Anthropologie & Sciences Humaines*, n° 38, 2002, p. 5-20 ; Jean-Jacques Lecercle, « Il y a évènement et évènement », *Polysèmes. Revue d'études intertextuelles et intermédiaires*, n° 5, 2007, p. 249-264 ; François Dosse, *Renaissance de l'évènement : entre sphinx et phénix*, Paris, Presses Universitaires de Rennes, p. 151-161.
 13. Gilles Deleuze, *Logique du sens*, Paris, Éditions de Minuit, 1969, p. 67.
 14. *Ibidem*, p. 68.
 15. *Ibidem*.
 16. Gilles Deleuze, *Le pli. Leibniz et la baroque*, Paris, Éditions de Minuit, 1988, p. 108.
 17. Marc César, Laure Gaudineau, « La Commune, une histoire en renouvellement », dans Marc César, Laure Godineau (dir.), *La Commune de 1871 une relecture*, Grâne, Créaphis éditions, 2019, p. 5.
 18. *Ibidem*, p. 12.
 19. *Ibidem*, p. 15.

-
20. *Ibidem*, p. 14.
 21. Michèle Riot-Sarcey, Jacques Rougerie, « De la révolution de 1848 à la Commune de Paris », dans Marc César, Laure Godineau (dir.), *La Commune de 1871 une relecture... op. cit.*, p. 21.
 22. *Ibidem*, p. 23.
 23. *Ibidem*, p. 27.
 24. *Ibidem*, p. 29.
 25. *Ibidem*, p. 30.
 26. Jérôme Quaretti, « L'année terrible à Perpignan et dans les campagnes du Roussillon (4 septembre 1870-4 septembre 1871) », dans Marc César, Laure Godineau (dir.), *La Commune de 1871 une relecture... op. cit.*, p. 98.
 27. *Ibidem*, p. 99.
 28. *Ibidem*, p. 100.
 29. *Ibidem*, p. 101.
 30. *Ibidem*.
 31. *Ibidem*, p. 106.
 32. *Ibidem*, p. 107.
 33. *Ibidem*, p. 108.
 34. *Ibidem*, p. 109.
 35. Masaï Mejiaz, « Les frontières du Paris insurrectionnel de 1871 : échanges, surveillances et enjeux », dans Marc César, Laure Godineau (dir.), *La Commune de 1871 une relecture... op. cit.*, p. 236.
 36. *Ibidem*, p. 237.
 37. *Ibidem*, p. 239.
 38. *Ibidem*.
 39. *Ibidem*, p. 243-244.
 40. *Ibidem*, p. 244.
 41. *Ibidem*, p. 245.
 42. Éric Fournier, « Louis-François Parisel : un acteur oublié, au centre de la culture de guerre communarde », dans Marc César, Laure Godineau (dir.), *La Commune de 1871 une relecture... op. cit.*, p. 335.
 43. *Ibidem*, p. 339.
 44. Marc César, « L'exil russe de Jules Montels auprès de Léon Tolstoï (1878-1880) », dans Marc César, Laure Godineau (dir.), *La Commune de 1871 une relecture... op. cit.*, p. 369.
 45. *Ibidem*.
 46. *Ibidem*, p. 370.
 47. *Ibidem*, p. 371.
 48. *Ibidem*, p. 374.
 49. *Ibidem*, p. 377.
 50. *Ibidem*, p. 380.
 51. Quentin Deluermoz, *Commune(s). Une traversée des mondes au XIX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 2020, p. 16.
 52. *Ibidem*.
 53. *Ibidem*, p. 17.
 54. *Ibidem*.
 55. *Ibidem*, p. 18.
 56. *Ibidem*
 57. *Ibidem*, p. 18-19.
 58. *Ibidem*, p. 25.
 59. *Ibidem*, p. 29.
 60. *Ibidem*, p. 30.
 61. *Ibidem*, p. 42.
 62. *Ibidem*, p. 47.
 63. *Ibidem*, p. 51.
 64. *Ibidem*, p. 52.
 65. *Ibidem*, p. 56.
 66. *Ibidem*, p. 61.
 67. *Ibidem*, p. 67.
 68. *Ibidem*, p. 73.
 69. *Ibidem*, p. 75.
 70. *Ibidem*, p. 84.
 71. *Ibidem*, p. 87.
 72. *Ibidem*, p. 88.
 73. *Ibidem*, p. 103.

-
74. *Ibidem*, p. 110.
 75. *Ibidem*, p. 118.
 76. *Ibidem*, p. 129.
 77. *Ibidem*, p. 133.
 78. *Ibidem*, p. 140.
 79. *Ibidem*, p. 152.
 80. *Ibidem*, p. 153.
 81. *Ibidem*, p. 157.
 82. *Ibidem*, p. 161.
 83. *Ibidem*, p. 165.
 84. *Ibidem*, p. 170.
 85. *Ibidem*, p. 181.
 86. *Ibidem*, p. 189-191.
 87. *Ibidem*, p. 205.
 88. *Ibidem*, p. 206.
 89. *Ibidem*, p. 212.
 90. *Ibidem*, p. 215.
 91. *Ibidem*, p. 217.
 92. Voir : Alessandro Stella, *La révolte des Ciompi. Les hommes, les lieux, le travail*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1993, Simone Weil, Nicolas Machiavel, *La révolte des Ciomi. Un soulèvement prolétarien à Florence au XIVe siècle*, Toulouse, Smolny, 2013.
 93. Quentin Deluermoz, *Commune(s). Une traversée des mondes au XIX^e siècle... op. cit.*, p. 220.
 94. *Ibidem*, p. 245.
 95. *Ibidem*, p. 254.
 96. *Ibidem*, p. 275.
 97. *Ibidem*, p. 277.
 98. *Ibidem*, p. 295-296.
 99. *Ibidem*, p. 316.
 100. *Ibidem*, p. 331.